GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

BUREAUX:
RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge,
à Paris.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

(Les lettres doivent être affranchies.)

ABONNEMENT:
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS :
Un an, 54 fr. Trois mois, 15 fr.
Six mois, 28 fr. Un mois, 6 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans
échange postal.

Sommaire.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.
JUSTICE CIVILE. — *Cour de cassation* (ch. des requêtes). *Bulletin* : Incident de saisie immobilière; jugement; appel; fin de non recevoir; connexité. — Enregistrement; droit proportionnel. — Elections; militaire libéré; domicile. — Elections; jugement par défaut; opposition. — Elections; administration des postes; employé-aide près d'un directeur; fonctionnaire public. — Elections; domicile triennal; révision annuelle. — Elections; femme mariée; certificat; second mari. — *Cour de cassation* (ch. civ.). *Bulletin* : Droits de douane; sels étrangers; faculté d'entrepôt. — Elections; fonctionnaire public; déclaration d'ascendant. — Elections; déclaration du maître; lacune. — Cassation; Cour de renvoi; excès de pouvoir. — Elections; jugement; publicité. — *Cour d'appel de Paris* (assemblée générale): Installation de M. le procureur-général de Royer et de M. le conseiller Hély-d'Oissel. — *Tribunal de commerce de la Seine*: Liquidation A. Gouin et C^e; demande afin de révocation des membres du comité de surveillance et des liquidateurs.

JUSTICE CRIMINELLE. — *Cour d'assises de la Seine*: Rixe de cabaret; coup de couteau. — Vol considérable de l'hôtel de Caumont-Laforce; trois accusés; question de droit international; extradition. — *Cour d'assises du Loiret*: Un candidat à l'Assemblée nationale; cris séditieux; arrestation à l'audience.

CANONIQUE.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Deux projets relatifs à des demandes de crédits ont été adoptés au commencement de la séance de ce jour. L'un de ces crédits, s'élevant à 5,999,000, échelonnés à raison de 600 mille francs par an pendant dix ans, est principalement destiné à l'achèvement des quatre forts commencés dans le but de mettre la digue et l'arsenal de Cherbourg à l'abri des attaques qu'il serait si facile aujourd'hui de diriger sur ces points, au moyen d'une escadre de bâtiments à vapeur partie de Portsmouth ou d'Aurigny. L'immense majorité de l'Assemblée, sans s'arrêter aux observations financières de M. Sautyra, s'associant à la pensée du gouvernement défendue avec talent et énergie par M. Daru, rapporteur de la commission, a adopté le crédit par 586 voix contre 28.

On a ensuite entendu de nombreux rapports de pétitions, presque toutes sans intérêt. L'un des pétitionnaires demandant la prorogation des pouvoirs de M. le président de la République. Le rapporteur, M. de Melun (Ile-et-Vilaine), a conclu à l'ordre du jour, par le motif que la Constitution a réglé les formes et les délais dans lesquels il pourrait être procédé à sa révision, et que la pétition demandant la prorogation immédiate devait être dès lors considérée comme inconstitutionnelle. L'ordre du jour a été prononcé sans discussion.

Guillemand.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (ch. des requêtes).

Présidence de M. Mesnard.

Bulletin du 14 avril.

INCIDENT DE SAISIE-IMMOBILIÈRE. — JUGEMENT. — APPEL. — FIN DE NON-RECEVOIR. — CONNEXITÉ.
 L'appel régulièrement formé par un débiteur poursuivi sur ses meubles, contre un jugement de condamnation qui lui est personnel, ne peut pas profiter à son co-débiteur solidaire qui a été poursuivi dans ses immeubles pour le paiement de l'obligation commune et solidaire, et dont l'appel dirigé contre un autre jugement tout à fait distinct du premier, dans lequel il n'avait pas figuré, était ou pouvait être déclaré non-recevable comme formé après les délais fixés par l'art. 731 du Code de procédure civile. La connexité de ces deux causes, à raison de l'unité de l'obligation, ne saurait justifier la confusion des instances, des procédures et des jugements déjà rendus.

Admission, en ce sens, du pourvoi des sieurs Ménager et Villiers contre un arrêt de la Cour d'appel d'Alger, du 13 février 1850. M. Glandaz, rapporteur; M. Rouland, avocat-général, conclusions conformes; plaident, M^e Deverdière.

ENREGISTREMENT. — DROIT PROPORTIONNEL.

L'acte par lequel l'adjudicataire d'un immeuble a associé à cette acquisition, après qu'elle avait été opérée en sa faveur, deux autres personnes, chacune pour un tiers, à l'effet d'en faire la portion, en commun et d'en payer le prix par égale part, constitue, à l'égard de ces deux associés adjoints, une transmission de propriété donnant ouverture au droit proportionnel d'enregistrement. Si ce droit n'a pas été perçu en temps utile, l'administration de l'enregistrement ne peut pas en exiger le paiement par un moyen détourné.

Ainsi, lorsque plus tard l'un des co-propriétaires a cédé son tiers l'un des deux autres co-propriétaires, il n'est dû de droit proportionnel que sur le tiers cédé; l'autre tiers, que ce dernier tenait déjà du premier acte de vente, sur lequel la régie n'avait perçu qu'un droit fixe, se trouvait désormais affranchi du droit de transmission. Le cessionnaire répondait avec raison : « J'étais déjà propriétaire d'un tiers de l'immeuble en vertu de la vente qui m'en avait été originairement consentie par l'adjudicataire; j'avais acquis pour ce tiers l'affranchissement du droit proportionnel par l'offre de la prescription; l'acte de cession du second tiers était susceptible du droit de vente et ne pouvait régir sur ma précédente acquisition. » Admission, au rapport de M. le conseiller Bernard (de Rennes), et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Rouland, plaident M^e Rigaud, du pourvoi des époux de Prémarvand.

ELECTIONS. — MILITAIRE LIBÉRÉ. — DOMICILE.

Le militaire libéré qui rentre dans la commune où il a satisfait à l'appel par le recrutement, et où par conséquent il a voté étant sous les drapeaux, ne peut pas avoir perdu son domicile électoral par l'effet de sa libération. Il a le droit de se faire porter sur la liste de cette commune, non plus en vertu de l'article 6 de la loi du 31 mai 1850, mais par continuation du domicile qu'il y a eu jusqu'alors sans interruption.

Admission du pourvoi du sieur Grimaldi contre le jugement du juge de paix du canton de Saint-Nicolas, arrondissement de Bastia (Corse). M. Bernard de Rennes, rapporteur; M. Freslon, avocat-général, conclusions conformes.

ELECTIONS. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION.

En matière électorale, le jugement rendu par le juge de paix

n'est pas susceptible d'opposition de la part des électeurs qui, devant la commission municipale, s'étaient présentés pour contester l'inscription d'un citoyen sur la liste électorale et en demander la radiation. En effet, l'article 11 de la loi du 13 mars 1849, après avoir dit que la décision du juge de paix sera en dernier ressort, n'ouvre aux parties pour l'attaquer que la voie du recours en cassation; d'où la conséquence que tout autre recours est interdit. D'ailleurs, si l'intention du législateur eût été d'admettre l'opposition au jugement du juge de paix, il eût déterminé le délai dans lequel elle aurait dû être formée.

Rejet des pourvois des sieurs Bussière, Durif et Monnet, contre deux jugements du juge de paix de Clermont-Ferrand, l'un sur le fond et par défaut, l'autre qui repousse l'opposition au premier jugement. M. Hardouin, rapporteur; M. Freslon, avocat-général, conclusions conformes. (Audience du 7 avril.)

ELECTIONS. — ADMINISTRATION DES POSTES. — EMPLOYÉ-AIDE PRÈS D'UN DIRECTEUR. — FONCTIONNAIRE PUBLIC.

Un employé nommé et commissionné par l'administration comme auxiliaire d'un directeur de la poste aux lettres, et qui, de plus, a prêté le serment exigé des chefs de service dépendant de cette administration, a dû être considéré comme fonctionnaire public au point de vue électoral.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Silvestre, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Freslon (audience du 9 avril).

ELECTIONS. — DOMICILE TRIENNAL. — RÉVISION ANNUELLE.

Le citoyen qui a figuré sur la liste de la commune pour les années 1848, 1849 et 1850, n'a pas dû être rayé de la liste pour 1851 lors de la révision qui en a été faite du 1^{er} au 10 janvier de cette année, sous le prétexte qu'il ne justifiait pas de son inscription à la taxe personnelle pour cette même année, si le rôle n'était pas encore émis à cette époque; de même que ce citoyen ne pouvait se faire délivrer un extrait du rôle qui n'était pas encore publié, de même, et par le même motif, les tiers étaient dans l'impossibilité de s'assurer s'il devait y être porté.

Rejet du pourvoi du sieur Valentin Desfrère, agissant comme tiers électeur contre l'inscription du sieur Langlois sur la liste électorale de la commune de Ranville. — M. Leroux de Bretagne, rapporteur; M. Freslon, avocat-général, conclusions conformes. (Audience du 9 avril.)

ELECTIONS. — FEMME MARIÉE. — CERTIFICAT. — SECOND MARI.

S'il n'appartient qu'au mari d'une femme mariée en secondes noces de délivrer au fils issu du premier mariage de cette femme ou à l'époux de la fille née de ce premier mariage le certificat de domicile prescrit par l'art. 3 de la loi du 31 mai 1850 (jurisprudence constante), ce second mari est néanmoins sans qualité pour faire cette délivrance lorsque le mariage, qui lui en donnait le droit, est rompu par le décès de la mère ou belle-mère.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Nacher et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Rouland, du pourvoi des sieurs Daubin et Duclercq, agissant en qualité de tiers contre l'inscription du sieur Tisné-Bousquet. (Audience du 9 avril.)

COUR DE CASSATION (chambre civile).

Présidence de M. Portalis, premier président.

Bulletin du 14 avril.

DOITS DE DOUANE. — SELS ÉTRANGERS. — FACULTÉ D'ENTREPÔT.

Ceux qui, sous l'empire de la loi du 28 décembre 1848, ont importé en France des sels étrangers, n'ont pu être tenus d'acquiescer à la fois, et des sels ont franchi la zone douanière, les deux droits d'entrée et de consommation dus par ces sels en vertu de la loi précitée. Les sels étrangers, nationalisés par le seul effet du paiement du droit d'entrée, ont dû dès-lors, comme les sels français, être admis à la faculté d'entrepôt, et le droit de consommation n'est devenu exigible sur les sels entreposés qu'à l'époque où ils ont été effectivement livrés au commerce. (Art. 2, 3 et 5 de la loi du 28 décembre 1848.)

Rejet, au rapport de M. le conseiller Miller, et conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Nougouier, d'un pourvoi dirigé contre un jugement du Tribunal civil de Boulogne. (Administration des douanes contre Lebeau et compagnie; plaident, M^e Rendu et Maulde.)

ELECTIONS. — FONCTIONNAIRE PUBLIC. — DÉCLARATION D'ASCENDANT.

Le fonctionnaire public qui n'a pas un domicile triennal dans la commune où il exerce ses fonctions, ne peut délivrer à son fils le certificat prescrit par l'art. 3, § 2, de la loi du 31 mai 1850, à l'effet de le faire porter lui-même sur les listes électorales de cette commune; l'exception introduite en faveur du fonctionnaire public par l'art. 5 de la loi lui est toute personnelle.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Feuilhade-Chauvin, et conformément aux conclusions conformes de M. l'avocat-général Nougouier, d'un pourvoi dirigé contre un jugement rendu, le 13 février 1851, par le juge de paix du 12^e arrondissement de Paris, au préjudice du sieur Larroque.

NOTA. Cet arrêt est conforme à un précédent arrêt rendu le 2 avril 1851, au rapport de M. le conseiller Lavielle, dans l'affaire du sieur Lacombe.

ELECTIONS. — DÉCLARATION DU MAÎTRE. — LACUNE.

La demande en inscription sur les listes électorales formée par un domestique qui produit les certificats de deux maîtres chez lesquels il a successivement servi et habité dans la même commune pendant plus de trois ans, ne peut être repoussée par le seul motif qu'il existe une lacune de trois jours entre la sortie du domestique de chez son premier maître et son entrée chez le second (articles 2 et 3 de la loi du 31 mai 1850).

Cassation, au rapport de M. le conseiller Feuilhade-Chauvin, et conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Nougouier, d'un jugement rendu le 9 février 1851 par le juge de paix de Chagny (Saône-et-Loire), au préjudice du sieur Dubiel.

NOTA. Voyez un arrêt de cassation rendu dans le même sens, au rapport de M. le conseiller Miller, le 3 décembre 1850, dans l'affaire du sieur Barbo.

CASSATION. — COUR DE RENVOI. — EXCÈS DE POUVOIR.

La Cour d'appel à laquelle une affaire a été renvoyée après cassation, doit se renfermer strictement dans l'appréciation des questions dont elle a été saisie par l'arrêt de cassation; la compétence exceptionnelle dérivant pour elle de cet arrêt est nécessairement limitée à l'instance d'appel portée devant la Cour dont l'arrêt a été cassé. Si la Cour, après avoir rendu arrêt sur ce point, statue ensuite sur une instance nouvelle engagée dans la même affaire et contre les mêmes parties, devant le Tribunal sur le jugement duquel elle avait eu à se prononcer par suite du renvoi, elle commet un excès de pouvoir; la nullité de sa décision est d'ordre public, ne peut être couverte par le silence ou l'assentiment des parties, et peut é-

tre invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation (Art. 21, titre III, de la loi du 27 ventôse an VIII.)

Cassation, après délibération en la chambre du conseil, au rapport de M. le conseiller Miller, et conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Nougouier, d'un arrêt rendu, le 12 mai 1849, par la Cour d'appel de Limoges. (Constant contre Rudel Dumiral du Cheyroux. Plaidant, M^e Duboy.)

ELECTIONS. — JUGEMENT. — PUBLICITÉ.

Est nul le jugement rendu, en matière électorale, par le juge de paix en sa demeure, alors qu'il n'est pas constaté que les portes soient demeurées ouvertes, et que l'accès du lieu où le jugement était rendu soit resté libre au public. (Art. 8 du Code de procédure civile, et 7 de la loi du 20 avril 1840.)

Cassation, au rapport de M. le conseiller Gillon, et conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Nougouier, d'un jugement rendu, le 4 septembre 1850, par le juge de paix du canton de Saint-Béat (Haute-Garonne), au préjudice du sieur Vincent Deprats.

COUR D'APPEL DE PARIS (assemblée générale).

Présidence de M. le premier président Troplong.

Audience publique du 14 avril.

INSTALLATION DE M. LE PROCUREUR-GÉNÉRAL DE ROYER ET DE M. LE CONSEILLER HÉLY-D'OISSEL.

La Cour a procédé aujourd'hui à l'installation de M. de Royer, nommé procureur-général près la Cour d'appel de Paris, par ordonnance de M. le président de la République, en date du 11 avril.

Lecture donnée par le greffier en chef de cette ordonnance, M. de Royer a prêté serment et s'est exprimé en ces termes :

Messieurs,
 Il y a après de trois mois, dans des circonstances qui vous sont connues, M. le président de la République m'appela dans son conseil et me confia l'administration du département de la justice. Le terme de cette mission temporaire est arrivé. Le pouvoir a pu rentrer dans les conditions politiques qui lui ont servi de base. J'ai accompli ma tâche, et si, dans le rôle modeste mais laborieux et dévoué qu'elle me traçait, j'ai pu faire, pour ma part, quelque bien et recueillir quelque honneur, je vous en dois l'hommage et je viens vous l'offrir.

C'est, en effet, au milieu de vous qu'est venu me chercher le choix du chef du pouvoir. Ce n'est pas à l'homme, c'est à la situation que ce choix s'est adressé. Cette situation, permettez-moi de le dire dans toute la liberté d'une juste et fière reconnaissance, je la devais moins encore au rang que vous occupez parmi les grands corps judiciaires de la France, qu'à l'autorité que donne au chef de votre parquet le bienveillant et sympathique concours sur lequel vous m'avez habitué à compter, vous et l'éminent magistrat qui vous préside. Votre suffrage et vos sympathies sont devenus ma meilleure force et ma plus juste raison de courage, le jour où j'ai dû accepter l'honneur de diriger cette grande et haute administration de la magistrature française.

La tâche du ministère de transition une fois remplie, M. le président de la République a bien voulu me rendre auprès de vous les fonctions que j'avais un instant déposées. Je m'en remercie, je m'en honore, et si j'avais mérité une récompense, je n'en imaginerais pas de plus digne ni de plus précieuse pour moi.

Je vous demande de me rendre à votre tour votre accueil, votre confiance, votre concours.

Les temps sont difficiles; les partis s'agitent; la marche paraît à quelques uns obscure et incertaine; l'irrésolution envahit et affaiblit les caractères; c'est là le mal dont il faut se défendre. Si l'on quitte ces points de vue timides et intéressés, si l'on élève la question à sa véritable hauteur, si l'on s'inspire, avant tout, du bien du pays et des éternels principes d'ordre et de morale au nom desquels les sociétés se gouvernent et triomphent de l'anarchie, le rôle de l'homme de bien et de cœur est tout tracé; il n'y a de règle et de salut que dans un inébranlable sentiment du devoir.

La magistrature est et doit être l'un des plus fermes et l'un des derniers asiles de cet esprit du devoir. Je n'ai pas à vous l'enseigner, mais à vous le rappeler comme un des titres à la confiance publique.

Sans faire de la politique plus qu'il ne convient dans cette enceinte, mais au nom de la vérité et de la justice, j'ai peut-être acquis le droit de vous dire que tels sont aussi les principes et la règle du premier magistrat de la République, de celui qui dit, le 3 novembre 1849, à toute la magistrature assemblée :

« Il est consolant de songer qu'en dehors des passions politiques et des agitations de la société, il existe un corps d'hommes n'ayant d'autre guide que leur conscience, d'autre passion que le bien, d'autre but que de faire régner la justice. »

Les actes justifient les paroles; c'est, en effet, une des bonnes fortunes du jour qui me ramène auprès de vous que d'avoir à présenter à votre accueil et à vos empressements un de vos anciens collègues séparé de vous par une mesure imméritée, et que M. le président de la République a voulu rappeler au service de la cause des lois et du pays.

Après ce discours, qui est accueilli par des marques unanimes de sympathie et d'approbation, M. le premier président a invité M. le procureur-général à prendre place au siège du ministère public.

La Cour a procédé aussi à l'installation de M. Hély-d'Oissel, nommé conseiller.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

Présidence de M. Moiney.

Audience du 14 avril.

LIQUIDATION A. GOUIN ET C^e. — DEMANDE A FIN DE RÉVOCA-TION DES MEMBRES ACTUELS DU COMITÉ DE SURVEILLANCE ET DES LIQUIDATEURS.

M^e Billault, avocat de MM. Lecas et Bonnaire, Achard, Arbey, Nicolle, Beuvain, Isnard, Billelte, Alban, Godard, Emile de Girardin et C^e, Ghisdal, Clément, Lohec, Haguin, Champion, Grouselle, Goupil, Delaruelle et Chaussard, tous créanciers de la liquidation A. Gouin et C^e, prend la parole en ces termes :

Les faits de cette affaire sont graves et d'une complication qui exigera de longs développements; je viens attaquer des hommes considérables, jouissant de l'estime de tous, bien placés dans les affaires commerciales; je le ferai sans passion, avec froideur.

Le Tribunal sait dans quelles circonstances la maison Gouin a suspendu ses paiements et a été mise en état de liquidation judiciaire.

MM. Gouin et C^e ont obtenu, le 23 novembre 1848, un concordat, qui a été homologué le 26 décembre suivant. Par ce concordat les créanciers ont accepté l'abandon qui leur a été

fait par les gérants de l'actif de la société, et il a été dit que la liquidation serait faite à l'amiable par trois liquidateurs nommés par le comité de surveillance, composé des dix plus forts créanciers pris sur l'état général d'admission produit devant le Tribunal de commerce, et de la Banque de France.

Le comité de surveillance n'a pas été composé d'après les termes du concordat. M. Gouin, l'un d'eux, n'est porté créancier direct que de la somme de 79,000 fr., et ne figure pas, par l'importance de sa créance, dans les dix plus forts créanciers; il ne pouvait faire partie du comité de surveillance. Mandataires légaux des créanciers, les membres du comité ont agi contrairement au mandat qui leur a été conféré, soit en autorisant, soit en approuvant tacitement ou explicitement des actes contraires aux pouvoirs qu'ils tiennent des créanciers et leur portant préjudice; ils ont ainsi commis des fautes lourdes dont ils sont responsables et qui doivent entraîner la révocation des membres du comité et celle des liquidateurs.

Ainsi, le concordat stipule que trois liquidateurs seront nommés par une délibération du comité de surveillance, et que le procès-verbal de leur nomination fixera en même temps leurs émoluments ou le traité à forfait de chacun des liquidateurs, et ce procès-verbal devait être soumis en même temps que le concordat à l'homologation du Tribunal. Contrairement à cette stipulation expresse qui avait pour but de faire apprécier au Tribunal de commerce les émoluments de chacun des liquidateurs, le comité de surveillance, en désignant les trois liquidateurs, MM. Gouin, Kœchlin et Jouve, n'a pas fixé les émoluments auxquels ils pourraient avoir droit, et c'est seulement deux jours après l'homologation du concordat, et par une délibération du 28 décembre 1848, non soumise à l'appréciation du Tribunal, que le comité de surveillance les a d'abord fixés à deux et demi pour cent sur chaque dividende. Et, plus tard, après le décès de M. Jouve et son remplacement par M. Duval-Vaucluse, le comité de surveillance a fixé ces émoluments non plus à raison des dividendes, mais à raison de 2 1/2 p. 100 sur le passif de la liquidation, de sorte qu'ils ne s'élèveront pas à moins de 900,000 fr.

Ces émoluments, que vous trouverez comme moi exorbitants, ont été divisés en six parts: deux sixièmes pour M. Gouin, deux sixièmes pour M. Kœchlin, un sixième pour M. Jouve ou M. Duval-Vaucluse qui lui a succédé et un dernier sixième pour M. Rambaut, adjoint à la liquidation. De sorte que pour trois ans que doit durer la liquidation, M. Gouin, dont c'est la propre affaire, qui devait gratuitement tout son temps à la liquidation, touchera 300,000 fr., M. Kœchlin une somme égale et les autres liquidateurs chacun 150,000 fr. Croyez-vous que ces Messieurs consacrent tout leur temps à ce travail? M. Gouin est membre de l'Assemblée nationale, il y est fort bien, et touche pour cela 9,000 fr., que la nation lui paie. M. Kœchlin est le chef d'une importante maison de Mulhouse, et il trouve bien le temps de faire ses propres affaires. M. Duval-Vaucluse a, à juste titre, la confiance du Tribunal de commerce et est chargé de l'administration de faillites importantes, qu'il sait conduire de front avec la liquidation Gouin. Je ne connais pas d'exemple d'une rémunération pareille qui excède de beaucoup le traitement des plus hauts fonctionnaires de l'État.

Le second fait que j'ai à vous signaler est également fort grave. M. Jouve, l'un des liquidateurs, a acheté des créances contre la liquidation, avec les fonds même de la liquidation. A cet égard, il est à remarquer que le nom sur les livres de la dit du compte-courant ouvert en son nom sur les livres de la dit du compte-courant, sous le titre: Achat de créances, 254,964 fr. 32 c., montant de créances achetées à 50 p. 0/0, avec les deniers de la liquidation, et il est impossible d'admettre qu'un liquidateur ait le droit de racheter des créances pour son compte personnel. M. André Kœchlin, à la date du 1^{er} août 1850, a traité, sous le nom de sa maison de Mulhouse, de la créance du chemin de fer de Marseille à Avignon contre la liquidation, à raison de 65 p. 0/0, et s'est ainsi procuré un bénéfice de plus de 300,000 fr. Pour faciliter cette opération, il a fait émettre sa maison de deux dividendes non encore en distribution, et dont chacun s'élevait à 81,000 fr. environ. D'autres achats de créances pour des sommes plus ou moins considérables, ont été faits par les employés de la liquidation, notamment par M. Rambaut, se disant co-liquidateur. Tous ces faits n'ont pu ni être ignorés du comité de surveillance.

Le comité de surveillance, d'accord avec deux des liquidateurs, MM. André Kœchlin et Duval-Vaucluse, a accordé à M. A. Gouin, ancien gérant, un quitus définitif, contrairement aux stipulations du concordat, sans réserve sur ses biens personnels, sans aucun avantage pour la masse des créanciers, et en remettant au contraire dans les mains de M. Gouin une somme de 32,334 fr. 25 c. qu'il avait versée dans la caisse de la liquidation en avril 1848 pour éteindre le débit de son compte personnel. Je sais qu'on cherchera à expliquer cette opération, en disant que MM. Gouin de Tours, créanciers de la liquidation, ont, pour obtenir ce quitus, fait remise d'une créance de 77,000 francs environ; mais, ce qu'on ne dit pas, c'est qu'ils ont à la même époque été couverts, et au-delà, de cet abandon, par la cession qui leur a été faite, à 60 p. 0/0, de créances sur la liquidation, par M. Rambaut, créances qui doivent rapporter 80 p. 100 au moins, d'après les liquidateurs eux-mêmes, et ce, d'accord avec les liquidateurs et le comité de surveillance.

Le 9 juillet 1850, les liquidateurs ont mis à la disposition de M. Gouin, agent de change, vice-président du conseil de surveillance, et introduit à tort dans ce conseil, une somme de 300,000 fr., et le 25 du même mois une autre somme de 330,000 francs sans intérêts, sans date précise pour le remboursement, lorsque le concordat ne leur donne aucun pouvoir à l'effet de prêter les sommes appartenant à la liquidation.

Les liquidateurs, sans motifs et sans autorisation, ont fait à M^{me} Demoutiers, membre du conseil de surveillance, l'avance, sans escompte de dividende non encore en distribution, et qui s'élevait pour cette dame à plus de 17,000 francs.

Il s'aurait vendu à vil prix à M. Gournot des immeubles situés dans l'arrondissement de Dijon, achetés, frais compris, par les anciens gérants, 733,000 francs, et cette vente a été faite sans aucune garantie hypothécaire et ne peut être regardée comme sérieuse.

Enfin, et contrairement aux dispositions formelles du concordat, qui ne permet de vendre les créances que lorsque la liquidation sera parvenue à un degré d'avancement tel qu'elle ne comprendra plus que des droits litigieux et éventuels, les liquidateurs, probablement autorisés par le comité de surveillance, ont fait des ventes de créances importantes à vil prix et notamment la cession de créances s'élevant à plus de 700,000 francs, moyennant la somme dérisoire de 3,000 francs.

M^e Billault développe les différents griefs qu'il vient d'articuler, et conclut à la révocation des membres du conseil de surveillance et des liquidateurs, et à la nomination d'un gérant provisoire.

M^e Petitjean, agréé de MM. A. Gouin, Kœchlin et Duval-Vaucluse, liquidateurs, oppose d'abord à la demande de MM. Lecas, Bonnaire et consorts une fin de non-recevoir fondée sur ce que par l'article 5 du concordat du 23 novembre 1848, les créanciers ont constitué, à l'effet de surveiller et représenter leurs intérêts, une commission de surveillance composée des dix plus forts créanciers et de la Banque de France, avec déclaration qu'ils entendaient transmettre à cette commission tous les droits qu'ils pourraient avoir eux-mêmes en agissant à l'unanimité; que spécialement, aux termes de l'article 2, cette commission a droit de pourvoir à la nomination des liquidateurs en cas de décès, démission ou révocation de sa part, ou

autre empêchement quelconque; et qu'ainsi les créanciers ont renoncé à toute action individuelle et qu'elle ne pourrait être exercée qu'au nom de la masse par le conseil de surveillance.

Cependant, dit M. Petitjean, il importe avant tout aux liquidateurs de répondre aux incessantes calomnies répandues sur eux dans le public, et de démontrer au Tribunal et, par suite, aux créanciers la loyauté constante de leur administration et la moralité de leurs actes. Dans ce but seulement, et sans vouloir déroger aux droits résultant du contrat, ils entendent répondre aux griefs articulés contre eux par les demandeurs.

Le premier grief des adversaires incrimine la régularité de la constitution de la commission de surveillance. La réponse à ce grief est facile: M. Goubie a été admis au passif de la liquidation par deux bordereaux distincts, pour la somme de 134,831 fr., ce qui le faisait figurer parmi les dix plus forts créanciers. Cette commission a été constituée sous la surveillance de M. le juge-commissaire, et en tous cas il y a chose jugée par le jugement et l'arrêt qui ont homologué le concordat, ainsi que le procès-verbal de constitution de la commission.

Le second grief repose sur le défaut d'homologation par le Tribunal du traité de rémunération des liquidateurs.

D'après le texte et l'esprit du concordat, notamment d'après les termes de l'article 13, il est constant que le procès-verbal de nomination devait être soumis à l'homologation. Cela a été ainsi compris par le Tribunal lui-même, qui n'a pas exigé, lors de l'homologation, cette formalité. Ainsi, à cet égard, il y a parallèlement l'autorité de la chose jugée. Mais cette rémunération a été admise par tous les créanciers, puis-que depuis près de trois ans la liquidation fonctionne sans avoir soulevé la moindre observation de leur part à ce sujet. Rien ne prescrivait au conseil de surveillance, en déterminant la rémunération à accorder aux liquidateurs, de fixer la quote part de chacun d'eux à peine de nullité, et il était au contraire préférable de leur fixer une rémunération collective, puisqu'il en résultait une responsabilité solidaire contre tous les actes de chacun d'eux.

Enfin cette rétribution n'a rien d'exagéré, en égard à l'importance de la liquidation qui roule sur plus de cinquante millions, et aux soins qu'il fallait y apporter; et dans cette circonstance, la commission n'a fait que maintenir, même avec une réduction, le chiffre qui avait été admis dans le concordat de mai 1848 par les commissaires des actionnaires et les deux cents plus forts créanciers de la liquidation, et la plus grande partie des demandeurs actuels a concouru à cette délibération et y a donné l'approbation la plus formelle.

Le troisième grief est relatif aux achats de créances. Cette mesure ne s'est réalisée que sur le désir de la commission elle-même, qui voulait intéresser ainsi à la fois les liquidateurs personnellement aux résultats de la liquidation, et offrir en même temps à la masse un cautionnement pour les actes de leur gestion.

Ces achats, qui se faisaient sous la responsabilité de tous les liquidateurs, n'ont pas été effectués avec les deniers de la liquidation, puisqu'il résulte de l'examen des livres que non-seulement, dans aucune circonstance, le solde du compte des liquidateurs n'a été constitué débiteur, mais encore qu'il a été et est créancier de sommes importantes versées par eux en dehors de celles provenant de leur rémunération.

Quant au traité de M. Kochlin avec le chemin de fer de Marseille à Avignon, il est complètement étranger à la liquidation et est le résultat d'une transaction intervenue entre la maison Kochlin de Mulhouse et le chemin de fer, son débiteur de sommes importantes. On ne saurait donc reprocher ce traité aux liquidateurs, d'autant plus qu'il a eu pour résultat de faire terminer de la manière la plus avantageuse pour la liquidation les comptes qui existaient entre elle et la compagnie de Marseille.

Le quitus de M. Gouin est l'objet du cinquième grief de nos adversaires. Aux termes de l'article 8, § 3, du concordat, les liquidateurs avaient tout pouvoir de donner ce quitus à la condition de l'autorisation spéciale de la majorité des deux tiers des membres de la commission de surveillance. Cette condition a été remplie, mais de l'examen des conventions intervenues à cet égard et des concessions faites par la famille de M. Gouin il résulte la preuve que la liquidation a retiré des avantages très importants de ce quitus.

Les avances faites à M^{me} Demontiers qui constituent le 6^e grief de la demande ont été faites des deniers personnels des liquidateurs.

A l'égard des fonds remis à M. Goubie, voici ce qui s'est passé. La décision prise par la Banque de France de rembourser ses dépôts en espèces, rendait impossible matériellement le service de la liquidation et le paiement des dividendes. Il a été alors de toute nécessité de trouver quelqu'un qui consentit à remettre en billets aux liquidateurs, au fur et à mesure des besoins et du paiement des dividendes, les sommes à lui remises à titre de dépôt. C'est de cette manière et à titre de pure obligation seulement que des sommes ont été déposées aux mains de M. Goubie. Ces faits, comme tous les autres, ont reçu l'approbation complète du comité de surveillance.

Les immeubles de Dijon (7^e grief) n'avaient produit, pendant les quatre dernières années, que 28,607 fr. 52 c., soit 7,151 fr. 98 c. par an. Une partie avait été vendue par la maison Gouin, avant sa mise en liquidation. La vente faite par les liquidateurs au prix que le Tribunal comait a donc été avantageuse pour les créanciers.

Le dernier grief est relatif à la vente des créances. Aux termes de l'art. 2 du concordat, les liquidateurs avaient entre autres pouvoirs celui de vendre, soit à l'amiable, soit aux enchères publiques, tous droits incorporels, actions ou obligations.

Si l'art. 8, invoqué par les adversaires, ne prévoit qu'un seul cas, celui de la vente en bloc du résultat final de la liquidation, lorsque celle-ci ne comprendra plus que des droits litigieux ou éventuels, cette clause n'apporte aucune restriction aux pouvoirs sus-mentionnés.

Les créances vendues se composaient de dossiers tous cotés pour 7 fr. dans les inventaires de la maison Gouin et à l'occasion desquels il eût été dangereux pour la masse d'occuper un personnel d'employés et de faire des avances pour frais de poursuites.

En résumé, il résulte de ce que j'ai eu l'honneur de dire au Tribunal qu'il est constant qu'aucun des griefs articulés n'est fondé, qu'il n'en ressort la preuve d'aucune fraude, d'aucune collusion qui puisse être reprochée aux liquidateurs; qu'il ne peut être permis de critiquer ainsi, par voie d'action privée, des actes que les liquidateurs avaient pouvoir de faire, et dont, en cas d'imprudence ou de légèreté, ils ne doivent compte qu'à la masse.

M^{me} Eugène Lefebvre, agréé de la commission de surveillance, a déclaré, quant à présent, s'en référer à la plaidoirie de M. Petitjean, se réservant de répondre à la réplique de M. Billaut.

Après les répliques de M^{me} Billaut et Eugène Lefebvre, le Tribunal a mis la cause en délibéré, au rapport de M. le président Moinery.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Partrier-Lafosse.

Audience du 14 avril.

RIXE DE CABARET. — COUP DE COUTEAU.

Voici encore un nouvel exemple des dangers de toutes sortes qu'engendrent les habitudes de cabaret. Le vin excitait les querelles, et presque toujours les querelles dans ces lieux se terminent d'une manière fatale, par des blessures graves, par la mort quelquefois, et presque toujours par l'intervention du couteau. Ces habitudes menacent de s'enraciner de plus en plus dans les mœurs d'une certaine partie de la classe ouvrière. Il résulte des dernières statistiques criminelles que le nombre des crimes ainsi commis s'accroît d'année en année, et qu'ils sont surtout commis par les individus originaires du Puy-de-Dôme, du Cantal et de l'Aveyron.

L'accusé Abel est arrivé depuis peu de temps du Puy-

de-Dôme. Il prenait ses repas chez un marchand de vins des Baignolles, où se rencontrent souvent les frères Rondeau. Il paraît que Jean Rondeau est d'un caractère taquin et hargneux. Le 28 novembre dernier, Rondeau entra dans la boutique du marchand de vins où Abel était assis, et avec une grossièreté à peine concevable, même entre Auvergnats, il se mit à manger dans l'assiette d'Abel en se servant de ses doigts comme d'une fourchette.

Abel, choqué de cette familiarité révoltante, se rue sur Rondeau, et tous les deux se bousculent, se frappent de coups de poings, se mordent et s'égratignent. On les sépara, et tout paraissait fini. Abel était revenu à son assiette, et Rondeau était allé se laver à la pompe.

Au lieu de s'en tenir là, Rondeau reentra dans la salle, et ne se bornant plus cette fois à frotter ses doigts dans l'assiette d'Abel, il s'approcha de lui et cracha dans son assiette. Alors Abel se lève, saisit son couteau, étend le bras et frappe Rondeau avec violence sur le côté gauche du cou.

Rondeau a été malade pendant près d'un mois. L'accusation a été soutenue par M. l'avocat-général Suin.

La défense a été présentée par M. Berger.

Le jury, en présence de la grossièreté des attaques de Rondeau, a résolu affirmativement la question de provocation qui lui était posée par la Cour comme résultant des débats, et il a admis des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé, qui a été condamné à une année d'emprisonnement.

VOL DE L'HOTEL DE CAUMONT-LAFORE. — TROIS ACCUSÉS. — QUESTION DE DROIT INTERNATIONAL. — EXTRADITION.

On se rappelle les détails que nous avons déjà donnés dans notre numéro du 28 novembre dernier sur le vol commis en plein jour par deux individus au préjudice de M^{me} la comtesse de Caumont-Laforce, dont le riche mobilier fut enlevé dans des voitures de déménagement, qui en transportèrent une partie à l'hôtel de la place de la Bourse où elle fut vendue, tandis que l'autre partie était emballée et expédiée au Havre et de là à New-York. L'importance de ce vol a été évaluée à 70,000 francs.

L'un des accusés, le nommé Rittler, a été condamné le 27 novembre dernier à six années de réclusion pour sa participation à ces faits. A cette époque, les trois autres accusés, Denham, Virmaître et la fille Bernard étaient encore aux Etats-Unis avec la partie des meubles qu'ils avaient enlevés, et leur extradition n'avait pas encore été obtenue. Elle l'a été depuis, et ces trois accusés, toujours escortés de leur volumineux bagage, ont été reconduits au Havre et là remis aux mains de la justice française.

C'est ainsi qu'ils comparaisaient devant le jury. Ils déclarent se nommer :

1^o Georges Denham, dit Frédéric Colls, 23 ans, né en Angleterre, domestique au service de M^{me} la comtesse de Caumont-Laforce. — M^{me} Dupuis, défenseur.

Ce jeune homme est doué d'une physionomie assez gracieuse; il est mis avec une certaine recherche. Son attitude et son langage sont ceux d'un domestique de grande maison.

2^o Nicolas Virmaître, 45 ans, ancien cantinier. — M^{me} Lachaud, défenseur.

3^o Françoise Bernard, dite femme Virmaître, 36 ans. — M^{me} Dejean, défenseur.

L'hémicycle de la Cour est occupé par quelques riches débris du mobilier de M^{me} de Caumont-Laforce. Il y a un secrétaire, sur lequel on voit les traces de l'effraction à l'aide de laquelle les voleurs se sont emparés des clés déposées par M^{me} de Caumont dans ce meuble. Il y a aussi là plusieurs meubles remplis d'objets de toutes sortes, un fauteuil complètement doré et garni de damas de soie bleue, plusieurs flambeaux d'une grande richesse, des candélabres, des tableaux et une infinité d'autres objets.

Voici les circonstances que l'acte d'accusation fait connaître :

M^{me} de Caumont-Laforce occupe à Paris, avenue des Champs-Élysées, 78, un hôtel richement meublé. Dans le cours du mois de juin 1850, elle quitta Paris pour se rendre en Belgique, où elle devait passer plusieurs mois; elle laissa la garde de son hôtel à Georges Denham, d'origine anglaise, à son service depuis environ trois mois. Pour plus de sûreté, un militaire invalide, le nommé Deshayes, devait veiller toutes les nuits à l'hôtel, de six heures du soir à six heures du matin. En partant, M^{me} de Caumont-Laforce ferma avec soin tous les meubles, tous les cabinets de son appartement; elle plaça toutes les clés dans une armoire à glace, et la clé de cette armoire dans un secrétaire dont elle emporta la clé.

Toutes ces précautions devaient être mises en défaut. Georges Denham commença par éloigner sa mère, qui était allée demeurer avec lui dans l'hôtel, et dont la présence le gênait dans son projet; puis, aidé par Virmaître, la fille Bernard, concubine de ce dernier, et le nommé Rittler, il dépouilla l'hôtel de M^{me} Caumont-Laforce de la presque totalité du mobilier qui le garnissait, et porta la valeur s'élevait à plus de 50,000 fr. Dans la première partie du mois de juillet, Virmaître se mit en relation avec Rittler, et par l'intermédiaire de celui-ci avec le sieur Trinquet, commissaire-priseur. Des conventions furent arrêtées pour la vente à l'hôtel Bullion du mobilier considérable dont Virmaître se disait propriétaire.

Le 10 et le 11 du même mois, les voitures de déménagement de l'entreprise du sieur Parot, vinrent prendre à l'hôtel de M^{me} de Caumont-Laforce des meubles qui à l'avance avaient été déposés dans les remises et écuries. Georges Denham, Virmaître et la fille Bernard étaient présents au chargement. Les meubles furent conduits à l'hôtel Bullion et furent reçus à leur arrivée par Rittler. Le 11 juillet, ce mobilier, qui se composait de glaces, de meubles de salon, rideaux et autres objets d'un grand prix, fut mis en adjudication et vendu pour la somme totale de 5,353 fr. 75 c. Le sieur Trinquet retint une somme de 333 fr. 35 c. pour les frais et remit le surplus à Virmaître.

Mais la spoliation n'était pas encore complète. Le 12 juillet, Denham, sous le nom de Frédéric Colls, vint louer deux chambres dans l'hôtel Tronchet, rue Tronchet, 21. Le lendemain, une voiture de déménagement à deux chevaux transporta de l'hôtel de M^{me} Caumont-Laforce à l'hôtel de la rue Tronchet une quantité considérable de bronzes, de tableaux et autres objets d'art.

Le 14 juillet, un commissionnaire, appelé par Denham, porta une meuble de M^{me} de Caumont-Laforce à l'hôtel de la rue Tronchet trois paquets volumineux paraissant contenir du linge et des tableaux.

Le 15 juillet, un emballer ferma huit caisses, qui étaient portées au chemin de fer du Havre, à l'adresse de la maison Christian Houat et C^o, au Havre.

Virmaître avait assisté Denham dans tous ces faits. Il se présentait comme l'homme d'affaires de Denham, qui se donnait pour un Américain faisant le commerce d'objets de curiosités. Dans la nuit du 15 au 16 juillet, Denham, Virmaître et la fille Bernard partirent par le chemin de fer pour le Havre, et le 19 tous trois s'embarquèrent sur le navire *Saint-Nicolas* faisant voile pour New-York; ils emportaient les huit caisses contenant les objets soustraits à M^{me} de Caumont-Laforce.

Les recherches faites à l'arrivée de M^{me} de Caumont-Laforce ont fait connaître que Denham avait brisé le derrière du secrétaire où se trouvait la clé de l'armoire à glace, et qu'il avait pu, à l'aide de cette clé, ouvrir cette armoire, dans laquelle étaient renfermées les clés des meubles et des cabinets de l'hôtel.

Rittler, le seul des complices de ce vol qui ait pu être mis sous la main de la justice, protesta de son innocence. Il prétend qu'en servant d'intermédiaire entre Virmaître et le commissaire-priseur Trinquet, pour la vente des objets soustraits, il ignorait quelle était l'origine frauduleuse de ces objets.

Mais le mystère avec lequel ces objets étaient transportés de l'hôtel de M^{me} de Caumont-Laforce à l'hôtel des ventes, la précipitation qui accompagnait la vente, tout indiquait que ces meubles ne se trouvaient dans la main de ceux qui les possé-

daient, que par des moyens coupables.

Comment d'ailleurs Rittler aurait-il pu croire que Virmaître, dont il connaissait la position misérable, avec lequel récemment il avait été prisonnier dans la maison de détention pour dettes, put être légitime propriétaire d'un mobilier complet, aussi considérable et aussi riche?

Rittler a déjà été condamné à cinq ans de travaux forcés pour vol, le 8 avril 1823.

Quand les témoins se sont retirés, M^{me} Lachaud demanda à poser les conclusions suivantes :

Attendu que Virmaître, accusé de complicité de vol commis avec effraction par un homme de service à gages, a été ramené des Etats-Unis d'Amérique sur la demande d'extradition formée par le Gouvernement français et accueillie par le Gouvernement américain;

Attendu, en principe, que l'extradition ne peut être demandée que pour les crimes spécialement compris dans les traités internationaux; que, relativement à ceux qui n'y sont pas mentionnés, l'accusé, protégé par le droit des gens, ne peut être arraché à un territoire étranger où il a trouvé un asile;

Attendu que les traités pour l'extradition intervenus entre la France et les Etats-Unis sont: 1^o la convention du 9 nov. 1843, promulguée le 17 juin 1844; que cette convention n'admet pas l'extradition pour les individus accusés de vol; 2^o la convention additi onnelle du 24 février 1845, qui limite l'extradition aux crimes appelés *robbery* aux Etats-Unis, et correspondant dans notre législation aux vols commis avec violence et intimidation sur la personne d'autrui, et aux crimes dits *burglary*, correspondant aux vols commis avec violence et menaces, ou aux vols commis dans une maison habitée avec les circonstances de nuit, d'escalade ou d'effraction;

Qu'il faut, dès lors, la réunion des deux circonstances aggravantes prévues dans ces conventions;

Attendu que Virmaître est accusé d'un crime ne réunissant pas ces circonstances;

Que c'est donc contrairement au droit des gens que son extradition a été obtenue; qu'il est évident que, si le gouvernement des Etats-Unis avait connu les qualifications de l'acte d'accusation, il se serait refusé à accorder l'extradition de Virmaître;

Attendu que l'accusé a le droit d'invoquer toutes les nullités dont peuvent être entachés les actes en vertu desquels il a été arrêté; que ces réclamations doivent être portées devant la Cour d'assises qui est compétente pour les apprécier; que le silence qu'il aurait gardé jusqu'aux débats ne fait pas obstacle à ce qu'il le souleve au moment de l'examen de l'affaire;

Il plaie à la Cour de déclarer que l'accusé Virmaître a été à tort, et contrairement aux traités, extrait des Etats-Unis et reconduit en France pour y être jugé; ordonne, en conséquence, qu'il sera remis à l'administration pour être, par ses soins, conduit à la frontière;

Et subsidiairement, dans le cas où la Cour croirait qu'il y a lieu à se retirer devant l'autorité administrative, Surseoir au jugement de l'affaire actuelle jusqu'après la décision à intervenir par l'autorité administrative sur la validité de l'extradition;

L'avocat insiste surtout sur le subsidiaire de ces conclusions. Il s'attache à démontrer que le gouvernement des Etats-Unis n'aurait pas autorisé l'extradition des trois accusés, s'il avait connu la qualification donnée aux faits par l'acte d'accusation, et qui ne les fait pas rentrer dans la catégorie des crimes pour lesquels l'extradition a été convenue.

Pour établir l'ignorance dans laquelle on a laissé le gouvernement américain sur la qualification légale du crime imputé aux trois accusés, le défenseur lit le passage suivant d'une lettre écrite au procureur-général de la Cour de Paris, le 14 septembre 1850 :

Le consul général exprime la crainte que les faits incriminés ne rentrent pas exactement dans les vols spécifiés par le traité conclu avec les Etats-Unis (article additionnel du 14 février 1845), et que pour ce motif l'extradition ne soit refusée; dans ce cas, il demanderait que les coupables fussent jugés dans le pays, ainsi que semble l'autoriser la législation de l'état de New-York.

Le système du défenseur est combattu par M. l'avocat-général Suin et repoussé par un arrêt de la Cour, qui déclare n'avoir pas à connaître d'une décision prise par le gouvernement américain, et d'un arrêt émané du pouvoir judiciaire des Etats-Unis.

On passe à l'examen du fond de cette curieuse affaire.

INTERROGATOIRE DES ACCUSÉS.

M. le président : Denham, depuis quand êtes-vous en France? — R. Depuis dix ans.

D. Avec qui? — R. Avec ma famille.

D. Avez-vous servi dans quelque maison avant d'entrer chez M^{me} de Caumont? — R. Oui, chez le chevalier Bergame, chargé d'affaires de Toscane.

D. Vous avez été condamné par défaut pour vol, et acquitté ensuite? — R. Oui, Monsieur; je n'avais pas connu l'assignation.

D. Vous étiez chez M^{me} de Laforce quand elle est partie, en juin dernier, pour la Belgique? — R. Oui.

D. Votre mère était à son service? — R. Oui.

D. Elle vous laissa la garde de l'hôtel avec l'adjonction de l'invalide Deshayes. — R. Oui.

D. Saviez-vous où elle avait mis ses clés? — R. Oui, dans un secrétaire.

D. Fermé par elle? — R. Oui.

D. Le 7 juillet, vous avez fait partir votre mère et votre sœur pour Dieppe? — R. Oui, pour aller prendre des bains de mer, et c'est de là que je les ai envoyées à Londres.

D. Deshayes était préposé à la garde de l'hôtel pendant la nuit? — R. Oui.

D. Ce service a été mal fait, car l'invalide a laissé dévaliser l'hôtel. On l'a dévasté, démenagé, effrontément et en plein jour. Il y aurait de quoi remplir la salle entière des assises, si nous avions fait apporter ici tout ce qui a été ramené des Etats-Unis. Vous avez démenagé à l'aide de voitures de déménagements? — R. C'est Virmaître qui en a envoyé chercher trois.

D. Et elles ont fait trois voyages chacune pour transporter le mobilier à l'hôtel des commissaires-priseurs de la place de la Bourse? — R. C'est Virmaître.

D. Oui, c'est votre prétention; vous rejetez tout l'un sur l'autre. Vous avez pris un logement rue Tronchet sous le nom de Frédéric Colls. Il y avait deux chambres, une pour vous et l'autre pour recevoir les objets volés? — R. C'est Virmaître.

D. Oui; mais vous receviez ces objets chez vous? — R. D'après les conseils reçus de Virmaître.

D. Quand il est conseillé, le crime est toujours crime. Vous assistiez à l'emballage et au transport des objets pris à l'hôtel; cela a duré le 14 et le 15, et n'a pas employé moins de huit caisses énormes pour les objets seuls destinés à être emportés aux Etats-Unis. Ces caisses portaient les initiales F. C., qui sont les vôtres. — R. C'était d'après l'avis de Virmaître.

D. Ces caisses sont parties par le chemin de Rouen; qui les a escortées? — R. Ce sont les emballeurs.

D. Ces caisses sont parties par un convoi de grande vitesse, et vous les avez suivies? — R. Oui.

D. Vous avez laissé une corbeille dite de mariage; pourquoi cette exception? — R. Parce que Virmaître me disait que c'était marqué.

D. Vous avez laissé des écrins vides, et pour qu'ils fussent vides il fallait qu'ils eussent été vidés? — R. C'est incontestable.

D. Vidés, par qui? — R. C'est Virmaître.

D. Vous deviez partir ensemble avec Virmaître? — R. Il devait partir deux jours après.

force? — R. Huit ou dix jours après.

D. Pourquoi y allez-vous? — R. J'avais souvent affaire aux Champs-Élysées; j'allais me reposer à l'hôtel.

D. Saviez-vous que cette dame était partie pour la Belgique? — R. Oui.

D. Quand a-t-il été question de dévaliser l'hôtel? — R. Denham me dit qu'il avait une partie des meubles à vendre. Je lui dis que ce n'était pas mon affaire et j'allai trouver Rittler.

D. Vous n'en sommes pas là. Vous saviez que les meubles venaient de l'hôtel; comment pouviez-vous croire que le domestique Denham pouvait vendre un semblable mobilier? — R. Il avait toutes les clés, toute la confiance; il se disait en-chaîné par lettres, et je le croyais muni des pouvoirs nécessaires.

D. Pour vendre un mobilier de 60,000 francs? — Pourquoi pas? — R. Vous avez été chercher les voitures? — R. C'est Denham qui le dit. Il prétend que j'ai tout fait.

D. Il y a moyen de vous mettre d'accord, ce serait de vous dire que chacun de vous a eu sa part. Avez-vous été chercher ces voitures? — R. Oui.

D. Vous les avez accompagnées à l'hôtel des commissaires-priseurs? — R. J'y suis arrivé en même temps qu'elles, mais je ne les accompagnais pas.

D. Vous avez été présent à la vente? — R. Oui, Monsieur.

D. Vous avez même touché le prix de vente, ce qui était le principal pour vous? — R. J'ai remis cet argent à Denham.

Denham: C'est pas vrai; il m'a remis 1,200 francs.

Virmaître: Je lui ai tout remis; il a dépensé 3,000 francs pour le voyage de New-York; il a dépensé 4,200 francs.

D. Peu importe; vous avez reçu l'argent des mains du commissaire-priseur. Vous avez vu emballer les objets dans le wagon Tronchet? — R. Oui, Denham me disait qu'il envoyait cela par le Havre.

D. Vous étiez au départ de Denham? — R. J'étais au Châteaudes Fleurs.

D. Qui vous y a vu? — R. Plusieurs personnes à qui j'ai parlé.

D. Où sont-elles? — R. Je n'ai pas eu le temps de les faire assigner; je ne croyais pas que vous me parleriez de cela.

D. Vous avez suivi deux jours après? — R. Oui, Monsieur, parce que j'avais su que la fille Bernard était partie avec le général auquel prend part la fille Bernard.

M. le président: Il faut tout le sentiment de nos devoirs pour accueillir sérieusement cette explication.

L'accusé: Ils savent bien comment je les ai arrangés.

La fille Bernard étouffe un éclat de rire.

M. le président: C'est vous qui avez payé le cocher qui vous a conduit au chemin de fer, et il a même trouvé que vous ne le payiez pas généreusement. Et vous, fille Bernard, depuis quel temps connaissez-vous Virmaître?

La fille Bernard: Il y a six ans; il vivait avec moi, chez moi.

D. Ne passiez-vous pas pour sa femme? — R. Je n'ai jamais dit ça, mais on a pu le croire.

D. N'êtes-vous pas allée quelquefois à l'hôtel Caumont-Laforce? — R. Oui; nous allions nous promener aux Champs-Élysées; Virmaître me conduisait à l'hôtel, où il me laissait avec Elisabeth Denham, et ils sortaient tous les deux.

D. Mais Elisabeth Denham vous accuse et prétend que vous avez poussé son frère au vol? — R. Ce n'est pas possible; je n'y suis allé que deux fois, et je n'ai jamais causé avec Denham.

L'accusé Denham: Mademoiselle dit vrai; je n'ai pas causé avec elle.

D. Vous n'étiez pas présente à l'emballage des meubles? — R. Non.

D. Et à l'hôtel? — R. Oui, j'y étais. Virmaître m'avait fait prendre un passeport pour New-York, et il me dit: « Embarque donc à l'hôtel, tu verras les jolis meubles que je fais vendre. »

M. le président: Virmaître, vous voyez bien que la fille Bernard n'a pas vu avec Denham sans votre consentement; c'est vous qui lui avez fait avoir un passeport?

Virmaître: Ils s'entendent.

La fille Bernard: Il me dit le soir: « Tu es une inconséquente; il faut que tu partes. Ce soir, un jeune homme nommé Denham viendra te prendre; tu partiras par le chemin de fer. » En effet, il vint le soir nous rejoindre au chemin de fer, et je lui dis: « Tu me fais partir et je n'ai pas d'argent. » Il m'en donna et nous partîmes.

Virmaître: C'est faux, je n'y étais pas.

M. le président: Accusé Denham, est-ce que vous n'avez pas soupçonné qu'il se commettait un vol considérable?

L'accusé: Je pouvais soupçonner quelque chose, mais je ne savais rien.

D. Il vous parlait de votre inconséquence qu'il craignait, cela devait vous inspirer des craintes. Pourquoi partirez-vous avec Denham? — R. Virmaître me l'avait prescrit. Quand j'ai vu ce qui s'était passé, je devais partir pour mon pays; il ne l'a pas voulu; il a préféré m'envoyer à New-York.

D. C'est à-dire que vous suiviez les objets volés? — R. Denham n'avait avec lui qu'un sac de nuit; je n'ai su que les meubles partaient qu'après. Puisqu'il ne voulait pas que j'allasse à Nancy, il fallait bien l'accompagner à New-York. Sur le navire il me dit: « Je t'ai achetée une petite table, que j'emporterai ta mère; si tu dis quelque chose au capitaine, je compromettrai ta mère, car la table vient du vol de M^{me} Caumont-Laforce. »

Si ce n'était pas la vérité, dit cette accusée en pleurant, je ne vous le dirais pas; car j'ai vécu six ans avec cet homme, c'est dire assez que je l'aimais.

D. Il ne fallait pas aller à New-York. — R. Je suis partie par crainte, par contrainte.

D. On a saisi sur vous une pièce qui constate l'envoi par vous à Annette Bernard... C'est pas votre nom? — R. C'est celui de ma mère. Je ne pouvais pas mettre mon nom sur l'adresse. Ce que j'expédiais, c'étaient mes meubles, et je disais qu'on trouve le plus petit objet appartenant à madame de Caumont.

M. Suin: Que s'est-il passé entre Virmaître et Denham sur le navire?

L'accusé: Des choses bien désagréables, qui sont sur les pièces.

M. Suin: Il faut que cela soit connu; vous avez toujours dit que de ses conversations il résultait pour vous que Denham n'avait agi que sous l'inspiration de Virmaître, que c'est Virmaître qui est l'auteur de tout; que Denham lui a réclamé un écrit qu'il s'était fait remettre le pistolet sur la gorge.

L'accusé: C'est parfaitement vrai.

Denham, vivement : Je la dis. Un jour, il m'a redemandé le papier qu'il m'avait remis, en me disant : « Vous n'en avez plus besoin. » Je lui dis que s'il insistait, j'allais le faire arrêter, et que si je n'avais pas vu la capitaine, mais il me poussa dans une cabine et m'envoya ensuite la fille Bernard pour me dire que s'il était arrêté, je le serais aussi. Il me faisait toujours boire ; j'étais toujours en liqueur. (Rire général.)

D. Comment, vous étiez tellement sous l'empire de la crainte que vous n'avez pu trouver un moment pour aller prévenir la police ? — R. Mon esprit était tout à fait désorganisé.

Virmaire : Je n'ai jamais apporté ni vin, ni liqueur, ni poudre chez lui. Les candélabres m'ont été remis par lui.

M. le président : C'est ce qui établit votre complicité.

Virmaire : Non, puisqu'il agissait en vertu d'une autorisation.

D. Qu'est devenue cette autorisation ? — R. La fille Bernard l'a détruite.

La fille Bernard : Je l'ai détruite parce que ça ne me paraissait pas sérieux.

Virmaire : Jamais Denham n'est venu chez moi me faire de réclamation de papiers.

D. Lui avez-vous dit que vous étiez agent de police ? — R. Non, Monsieur.

D. Vous avez dit dans un de vos interrogatoires que vous étiez de la police secrète ? — R. C'était vrai.

D. C'était faux. M. Carlier a répondu que jamais vous n'aviez appartenu à la police ? — R. J'étais indicateur.

D. Vous n'étiez rien du tout, et ceci vient à l'appui de ce que déclare Denham. Vous avez continué, sur le bâtiment, à agir sur Denham par l'abus des boissons. — R. Il se soulevait tous les jours avec les matelots.

M. l'avocat-général Suin : Qui a écrit l'autorisation ?

L'accusé : C'est moi.

D. Quand ? — R. Je ne sais pas le jour.

M. l'avocat-général Suin : C'était après la remise des candélabres ?

L'accusé : Je ne sais pas.

M. l'avocat-général Suin : Vos deux coaccusés ont été tour à tour sous votre dépendance. Vous étiez le mauvais génie de cette affaire.

Denham : qu'ai-je dit quand j'ai fait mes réclamations à Virmaire ?

La fille Bernard : monsieur est venu, et il a demandé qu'on lui rendit l'autorisation et les candélabres que Virmaire lui avait volés. J'avais pris le papier et j'ai caché. C'est cela qui m'a fait réfléchir que les meubles vendus pouvaient bien être des meubles volés.

Virmaire : Monsieur n'est venu chez moi que pour demander de l'argent, pour 200 fr.

M. l'avocat-général Suin : C'étaient les 200 fr. dont vous aviez besoin pour faire partir la mère de Denham dont la présence vous empêchait de commettre le vol ?

Denham : Demandez à la fille Bernard tous les reproches que je faisais à bord à Virmaire ?

La fille Bernard : Je ne vois pas pourquoi on me fait répéter ça ; c'est dans les pièces.

M. le président : C'est le désir de Denham.

La fille Bernard : Tous les jours Denham lui faisait des reproches sur ce qui s'était passé à l'hôtel. Il tombait dans des convulsions, dans lesquelles il disait tout haut bien des choses compromettantes. Virmaire m'a fait descendre dans la cabine où était Denham, et il m'a renfermée avec lui pour lui dire que, s'il nous faisait arrêter, il serait arrêté aussi. Il avait causé avec les matelots, et il avait su d'eux qu'on pouvait arrêter des fugitifs en pleine mer.

Virmaire : Comme c'est faux !

On procède à l'audition des témoins.

M. Auguste de Caumont-Laforce, ancien officier, dit à la cour qu'il a été averti de la spoliation commise à l'hôtel de sa femme, qu'il s'y est transporté avec un commissaire de police et qu'il a constaté les dégâts et les effractions commises.

Le témoin ajoute : Le jour et la veille de son départ, l'accusé Denham est venu chez moi, m'a apporté des roses du jardin. Je dis à mon valet de chambre : « Cet homme est bien soigneux ; donnez-lui cent sous. C'était une préméditation évidente. »

Denham : C'était quelques jours auparavant.

M. de Caumont : C'était la veille ; c'est une date certaine pour moi.

Denham : C'était une habitude d'apporter des fleurs.

M. de Caumont : Da tout ! Vous venez pour prendre des renseignements sur ce que je faisais. Et en effet le vol a été commis pendant que j'étais absent de Paris.

Denham : Je l'ignorais.

Mme Edmée Charlotte Ghislin de Visher de Celles, comtesse de Caumont-Laforce :

« J'étais au château de Lacken, quand je reçus une lettre de mon mari, qui m'annonça que les gens à qui j'avais confié ma maison m'avaient dévalisée. J'en fus tout étonnée, et je ne compris rien à cette lettre. »

« J'écrivis au commissaire de police, qui me donna des renseignements desquels il résultait que les coupables étaient Georges Denham, Virmaire et la fille Bernard. »

« J'avais emporté en Belgique la clé qui fermait le secrétaire que je vois ici, et qui contenait toutes mes clés. On l'a défoncé par derrière pour arriver aux clés. On a trouvé près de ce meuble une tenaille, une pince et un gros clou, qui ont dû servir à briser ce meuble. »

D. On vous a restitué sept caisses venant des Etats-Unis ? — R. Oui, Monsieur le président, mais il y avait beaucoup plus de linge que trois fois autant de malles n'en contiendraient. C'était du linge damassé avec chiffre et couronne ; ça n'est pas revenu.

D. A combien avez-vous évalué la totalité du préjudice causé chez vous ? — R. J'avais d'abord dit 50,000 francs ; mais je m'imaginai pas qu'on avait enlevé des tableaux, des meubles, des curiosités. Aujourd'hui, j'évalue la totalité du préjudice à 70,000 francs, et c'est un minimum.

Denham : Je demande à M^{me} de Caumont si, en partant, elle ne m'a pas dit : « Il faudra tailler les rosiers et apporter des fleurs chez M. de Caumont. »

M^{me} de Caumont : C'est vrai.

M. le président : Ça n'en est pas moins une décision envers M. de Caumont, à qui vous apportiez des fleurs provenant de son hôtel que vous aviez dévalisé.

Le témoin Mortier qui, le premier, a eu avis du déménagement général de l'hôtel, est celui qui a prévenu M. de Caumont.

Deshayes, invalide de 63 ans, se présente.

D. C'est vous qui étiez le gardien de l'hôtel ? — R. Oui, Monsieur le président ; j'étais gardien de nuit.

D. N'avez-vous pas gardé dans le jour ? — R. Un peu par complaisance.

D. Vous avez reçu 20 fr. ? — C'était pour obtenir de ma femme de remplacer Denham pendant deux jours qu'il allait chercher, disait-il, sa mère et sa sœur aux bains de mer.

D. Comment avez-vous laissé enlever tout le mobilier ? — R. Moi, je n'ai rien laissé enlever (Rire général) ; je n'y étais pas dans le jour.

D. Il est impossible qu'on ne s'en soit pas un peu occupé pendant la nuit ?

Denham : Demandez à l'invalide s'il n'a pas été promener avec Virmaire.

L'invalide : Un jour M. Virmaire me dit qu'il était employé aux Champs-Élysées.

D. A quoi ? — R. Au service de... enfin, qu'il faisait...

D. Qu'il était, quoi ? — R. Ah ! bien, il me dit qu'il était au service de Napoléon. (Rire général.)

D. Dit-il ce qu'il faisait ? — R. Il me dit qu'il était employé dans l'avenue des Champs-Élysées.

D. Vous dit-il ce qu'il y faisait ? — R. Oui, il me dit qu'il avait cent sous par jour pour s'y promener et regarder les voitures jusqu'à l'Arc-de-Triomphe.

L'accusé : C'était pour ne pas boire seul.

M. le président : C'était une habitude chez vous de prendre des qualités qui ne vous appartenaient pas.

Virmaire : Puisque je vous dis que je suis de la police secrète.

M. le président : C'est dénié par le préfet de police ; il n'y a rien de secret dans votre affaire.

L'invalide : Monsieur est venu me chercher à cinq heures du matin.

Virmaire : C'était pour nous promener.

M. Lachaud : Monsieur le président, permettez-moi une observation. Il est évident que mon client ment avec impudence, et qu'il est l'auteur du vol conjointement avec Denham, qui

trouverait charmant d'en rejeter toute la responsabilité sur Virmaire. La discussion nous apprendra la part qu'il faudra faire à chacun.

M. le président : Accusé Virmaire, vous entendez ce que dit votre dévoué ?

Virmaire : Oui, Monsieur, avec Denham.

M. Lachaud : M. le président dit que je ne fais pas à mon client la part très belle ; je me permets de n'être pas de son avis. Il est des mensonges si impudens qu'il est toujours dangereux de les faire devant la justice. Nier dans ces cas, c'est se perdre ; avouer, c'est toujours améliorer sa position devant le jury.

Après l'audition de quelques témoins qui ne présentent aucun intérêt, on introduit M. Trinquart, commissaire-priseur, qui a fait la vente du mobilier à l'hôtel de la Bourse, sur la proposition de Rittler. Cet accusé lui a dit que c'étaient les meubles d'un ami, gêné dans ses affaires, qui désirait n'être pas connu.

M. le président : Vous avez agi très légèrement, et un jugement prononcé contre vous a reconnu que vous avez eu le plus grand tort.

Le témoin : Je n'ai pas attendu le jugement pour reconnaître mon tort, et j'ai fait réintégrer à M^{me} de Caumont le plus d'objets que j'ai pu.

Denham : Virmaire n'a-t-il pas dit au témoin qu'il était propriétaire des meubles ?

Le témoin : Virmaire est venu un jour avec Rittler, qu'il venait, disait-il, le rencontrer. Il ne voulait pas rester longtemps, parce que, disait-il, il était appelé par son service auprès du président de la République.

M. le président : Ah ! voici une nouvelle fonction que vous nous donniez. (On rit.)

Virmaire : J'avais 100 fr. par mois pour surveiller les Champs-Élysées. (Rire prolongé.)

La dame Bellet, qui tenait l'hôtel de la rue Tronchet, a vu les deux accusés s'occuper de l'emballage des meubles. Denham présidait, en robe de chambre, à ces opérations ; ils avaient tous les deux une assurance, un aplomb imperturbables.

Barrois, domestique de l'hôtel : M. Denham m'a loué une chambre le lendemain, pendant qu'on faisait l'emballage ; je demandai à M. Virmaire : « Quel est donc ce jeune homme ? — C'est un bien bon jeune homme (on rit), j'ai fait avec son père beaucoup d'affaires, et je viens d'en faire une avec lui. » (Nouveaux rires.)

A l'emballer, Virmaire a dit que Denham était un marchand de curiosités d'Amérique, qui venait de faire des emplettes.

Virmaire : C'est vrai ; c'est Denham qui m'avait dit de dire ça.

Le témoin. Ces messieurs ont fait marché tous les deux avec moi. Denham m'a dit : Voici mon homme d'affaires, vous vous entendrez avec lui.

D. Qui vous a payé ? — R. C'est Denham.

M. le président : Allons ! les rôles sont assez également répartis.

M. Lachaud : C'est ce que nous désirons établir.

Un ouvrier emballer : Ces deux messieurs ont assisté à l'emballage. M. Virmaire était couché sur une pile de linge. Il nous disait : Travaillez bien, mes amis, on vous paiera à boire.

Virmaire : C'était juste.

M. le président : Témoin, allez vous asseoir.

Le témoin : Merci, Monsieur.

La femme Scis, concierge de la maison où demeurent Virmaire et la fille Bernard : Un invalide est venu me donner une lettre pour madame Virmaire ; je la lui donnai et elle se mit à rire en disant : Quelle bêtise ! c'est un homme qu'on veut faire aller ; dites que je n'y suis pas.

M. le président, à l'invalide : Qui vous avait donné cette lettre ?

L'invalide : C'était M. Denham.

M. le président : Fille Bernard, que disait cette lettre ?

La fille Bernard : Dans cette lettre on me disait : « Tu te diras arrivant de Belgique, ne connaissant pas Paris, et tu te feras promener par le porteur de cette lettre. » Je n'ai pas voulu me faire promener dans Paris, que je connais parfaitement.

M. le président : C'est cela, on voulait se débarrasser d'un surveillant qui n'était cependant pas très redoutable.

On entend la sœur de Denham. Elle témoigne de la réputation que son frère avait à se lier avec Virmaire. Elle nie avoir dit que la fille Bernard ait cherché à pousser son frère au vol qui a été commis.

Rittler, le condamné du 17 novembre, est entendu. Il répète ce qu'il a dit à l'audience où il a comparu comme accusé sur l'ignorance complète dans laquelle il aurait été sur le vol commis à l'hôtel de M^{me} de Caumont.

M^{me} de Caumont : Je demande à faire une observation. Il ne me paraît pas possible d'admettre cette bonne foi. Il y avait des objets de fort grande dimension qui n'ont pu être transportés qu'avec un brancard et qui ne figurent pas sur le bordereau de vente remis à cet homme.

L'audience est renvoyée à demain pour les plaidoiries.

COUR D'ASSISES DU LOIRET.

Présidence de M. Mauge-du-Bois-des-Entes, conseiller.

Audience du 12 avril.

UN CANDIDAT A L'ASSEMBLÉE NATIONALE. — CRIS SÉDITIEUX. — ARRÊTATION A L'AUDIENCE.

Vinet est un ancien candidat à la représentation nationale, s'est présenté aux élections de 1848, et le succès n'a pas répondu à ses espérances.

Depuis cette époque, Vinet n'a pas pardonné à ses concitoyens, il s'en prend à tout le monde, mais surtout à ceux qui ont refusé de ses bulletins et personnellement repoussé sa candidature.

Le greffier donne lecture de l'acte de prévention : Vinet est accusé d'avoir : 1° à la fin de février, dans le cabaret de la veuve Simon, à Gien, proféré publiquement contre Garnier les paroles suivantes : « Mon parti va bientôt avoir le dessus... je te ferai guillotiner un des premiers sur la place. Tu es nuisible à la société... il faut que tu y passes comme tant d'autres... » et d'avoir cherché à troubler la paix publique en excitant le mépris ou la haine des citoyens les uns contre les autres ;

2° d'avoir, le 6 mars dernier, dans le cabaret de Roulet-Fautot, à Gien, proféré publiquement, contre des individus qui se trouvaient alors dans ledit cabaret, les paroles suivantes : « Il faut purger la société des gens qui lui sont nuisibles... Tilloux passera le premier, Garnier le second, Leblanc le troisième. Quand nous aurons le dessus, il y en a 400 dans Gien, non compris la campagne, qui doivent y passer. C'est le père Racinet qui est l'assommeur. Il doit en assommer vingt-cinq par jour à raison de 5 fr. par tête... C'est moi, Vinet, qui les amènerai un par un conduits entre quatre hommes pour être assommés ! » et d'avoir ainsi cherché à troubler la paix publique en excitant le mépris ou la haine des citoyens les uns contre les autres.

Répondant aux questions d'usage, le prévenu déclare s'appeler Simon Vinet, âgé de trente-neuf ans, boucher à Gien.

Le premier témoin est le sieur Leblanc, boucher. Il déclare avoir entendu le prévenu proférer les propos qui sont rapportés dans l'acte d'accusation.

Vinet se lève, et d'une voix bruyante il s'écrie : « Ma conversation n'a pas été comme on vient de le dire, Messieurs. J'étais là au cabaret de la veuve Simon. Le père Leblanc entre et dit en me voyant : « Ah ! voilà notre député. » Je réponds : « Pas encore, et tant pis que ce ne soit pas la vérité, je ne serais pas ici à boire le vin blanc. » (On rit.) Le père Leblanc ajoute : « Eh bien ! aux prochaines élections, nous allons vous nommer le chef. »

Leblanc : C'est faux.

Vinet, avec vivacité et en gesticulant : Si fait, vous l'avez dit, et j'ai ajouté : « Mais si j'étais nommé chef de la manière que vous voulez dire, c'est vous qui y passeriez le premier. » Leblanc reprend : « Je serais jaloux d'y passer tout seul, car il y en a d'autres que vous n'aimez pas plus que moi, Tilloux et Garnier. » Pourquoi donc qu'il me parlait de Tilloux et Garnier ? Je vas vous le dire :

Aux élections, M. Tilloux vint me voir et me dit : « Vinet, si j'étais nommé du conseil municipal, j'en ferais destituer pas mal dans les Ponts-et-Chaussées. » Tilloux est nommé bien. Cinq à six mois après, je le rencontre sur le pont et je lui dis : « Eh bien ! vous en êtes du conseil, et dans les Ponts-et-Chaussées il y a toujours le même compte. — Ah ! si vous y étiez, me répond M. Tilloux, vous verriez qu'on ne fait pas ce qu'on veut. » Voilà pour M. Tilloux. Quant à Garnier, ça date du moment où je me suis présenté.

M. le président : Présenté, où ?

Vinet : A la représentation nationale. (On rit.) Est-ce que je ne pouvais pas me présenter comme les autres ? Garnier voulait avoir une place, il me dit : « Vinet, si vous avez le bonheur de réussir, vous devriez bien m'être utile, je me recommande à vous. » Tout ça se passait en 1848. Je dis à Garnier : « Nous verrons, quelle place voulez-vous ? — Dame ! répond Garnier, moi qui suis ancien maître de poste, ça m'irait bien de monter à cheval. Nommez-moi garde-général des forêts. » Les élections sont venues, je n'ai pas réussi, je n'ai pas pu lui donner la place, et depuis ce temps là M. Garnier m'a méprisé. Voilà pourquoi, Messieurs, M. Leblanc m'a parlé ce jour-là de M. Tilloux et de M. Garnier.

Leblanc : Tout ça n'est pas vrai, Messieurs.

M. le président, au témoin : Vinet disait qu'il voulait purger la société des gens nuisibles. Qu'entendait-il par là ?

Leblanc : Dame ! les gens nuisibles à son parti.

Vinet : Moi, un parti ! je n'ai pas de parti.

M. le président : Cependant, depuis trois ans, vous vous faites remarquer à Gien par votre exaltation. Vous êtes animé des sentiments les plus violents et les plus hostiles contre tous ceux qui ne partagent pas vos opinions. Vous avez une grande exaltation politique.

Ici Vinet se lance dans une digression déclamatoire où nous renonçons à le suivre ; c'est une série de récriminations contre le témoin.

On introduit le second témoin ; c'est le sieur Chauviset. Il nous est impossible de saisir un mot de cette déposition. Chauviset est le plus enrhumé de tous les témoins ; il ne parle pas, il toussé, et il ne sort de sa poitrine que des sons étouffés et inarticulés.

Vinet, à demi-couché sur son banc : Vous ne pourriez pas parler plus haut ? (On rit.)

M. le président : D'abord, prévenu, tenez-vous mieux, ayez une posture plus respectueuse, sans quoi je vous ferai monter sur le banc des accusés.

Vinet recommence contre le témoin un long récit illustré de gesticulations, et dit en terminant : « M. Chauviset a un frère qui est curé, et j'ai dit que c'étaient les curés qui faisaient tout le mal... »

M. le président, interrompant : Taisez-vous, dans votre intérêt.

Garnier, cabaretier, était présent lorsque Vinet a proféré dans le cabaret les propos qui lui sont reprochés. Il n'est pas vrai que le témoin ait jamais demandé une place de garde-général. Au contraire, dit-il, c'est M. Vinet qui est venu me trouver et qui m'a dit que, si je voulais me mettre de son parti, j'aurais de très belles places. Je n'ai pas pris tout cela au sérieux. Il m'en veut d'ailleurs, parce qu'en 1848 j'ai refusé de prendre de ses bulletins, c'est pour cela qu'il m'a dit qu'il me ferait guillotiner, et un tas de propos comme cela.

Vinet : C'est un faux. M. Garnier est un homme que je rencontre sur le pont, que je vois verbalement (on rit) ; mais c'est tout. M. Garnier méprise tout le monde, et on ne va pas avec lui, parce qu'il rapporte tout.

M. le président : C'est à-dire que vous accusez tous les témoins, les uns après les autres.

On introduit un autre témoin ; c'est le père Racinet, vieillard à cheveux blancs, celui que Vinet voulait prendre pour assommeur. « Un jour, dit-il, M. Vinet vient me trouver et me dit : « Tiens ! tu feras mon affaire. La révolution va venir, tu seras notre assommeur. T'auras 5 francs par tête. » Je lui ai dit : « Laissez-moi tranquille, je suis un honnête homme, je garde ma réputation. » M. Vinet me reprochait aussi de n'avoir pas voté pour lui en 1848.

Vinet : Je ne dirai pas à Racinet qu'il ment ; mais je lui dis qu'il se trompe, c'est la même chose. Le prévenu reprend ensuite ses récriminations contre les témoins.

Racinet : Mais c'est des contes qu'il vous dit là, Messieurs. — Au prévenu : Vous êtes un faux.

Vinet : Je vous dis que vous m'avez promis de voter pour moi.

Racinet : Mais ça n'est pas vrai.

Vinet : Si, vous me l'avez promis, et vous m'avez dit : Etre gouverné par l'un ou par l'autre, par Pierre ou par Paul, ça m'est égal, puisqu'on est toujours mal gouverné. (On rit.) Plus tard encore, je vous ai revu, nous avons re-causé ensemble, je vous ai parlé de la loi du 31 mai.

Racinet : Ah ! ben, oui. Et je vous ai dit : « Qu'est-ce que ça prouve ? »

Vinet : Je vous ai expliqué la loi. Je vous ai dit : « Ça prouve, père Racinet, que vous n'êtes plus bon à rien (on rit), que vous ne pouvez plus même être témoin. »

Racinet : Je ne connais pas la loi du 31 mai. Vous prenez tout ça sous votre casquette. (Nouveaux rires.)

M. Morel, commissaire de police à Gien, fait connaître comment il a dressé procès-verbal après avoir eu connaissance des propos tenus par Vinet. Nous avons fait, dit-il, une perquisition chez lui ; nous n'avons trouvé qu'une liste de vingt noms pour le renouvellement du Conseil municipal.

M. le président, au témoin : Quelle est à Gien la position du prévenu ? — R. Sa position de fortune est d'abord très mauvaise. Quant à sa moralité, elle n'est pas meilleure. C'est un homme qui boit, qui se livre au jeu et bat sa femme.

M. le président : Vinet, n'avez-vous pas été déjà condamné pour cela ?

Vinet : Vingt-quatre heures de prison, pour l'avoir poussée. (On rit.)

M. le président : C'est à-dire pour l'avoir battue.

M. Morel : Vinet est un homme très mal famé à Gien. Il a aussi une grande exaltation politique, et les mauvais propos lui sont habituels.

M. Chérier, avocat-général, soutient l'accusation. Vinet, dit-il, est un de ces orateurs de cabaret qui enfilent au bout les uns des autres de grands mots qu'ils ne comprennent pas et qui s'en vont dans les campagnes, semant l'inquiétude et s'adressant aux plus mauvaises passions. Il s'est porté candidat à la représentation nationale, et c'est une ambition rentrée qui le rend si violent contre ses concitoyens. M. l'avocat-général insiste pour que ces propos et ces excitations, qui sont de nature à troubler la tranquillité publique, ne soient pas laissés impunis.

M. Cotelle, avocat nommé d'office, commence par repousser toute solidarité avec les sentiments du prévenu. Il examine seulement le caractère constitutif du délit d'excitation à la haine des citoyens. Il pense que les propos n'ayant pas été proférés publiquement, mais ayant seulement été tenus à des particuliers, doivent être considérés

comme des menaces verbales, ne tombant pas sous l'application des lois de 1819 et 1848. Quant à Vinet, ce n'est pas un homme sérieux, son exaltation politique lui a brûlé le cerveau, c'est un fou, et à ce titre il demande son acquittement.

Le jury rend un verdict de culpabilité avec admission de circonstances atténuantes.

M. le président : Vinet, avez-vous quelque chose à dire sur l'application de la peine ?

Vinet : Moi, non... Cependant j'ai à dire...

Vinet, dont le visage exprime la colère, se dispose à prononcer un discours. Son défenseur le tire par sa blouse et le fait asseoir.

La Cour condamne Simon Vinet à un mois de prison sans amende.

La Courève l'audience et se retire. Vinet semble d'abord tout étourdi et s'entretient un instant avec son défenseur qui l'engage à se calmer. Puis tout-à-coup sa colère éclate, il se lève brusquement, et se dirigeant à grands pas vers la porte de sortie, il crie à tue-tête et en agitant sa casquette : *Vive la République démocratique et sociale !*

Aussitôt deux gendarmes se précipitent sur Vinet et l'arrêtent. Vinet est pâle de colère. Il demande ce qu'il a fait et demeure consterné quand son défenseur lui explique qu'il a poussé un cri inconstitutionnel et commis un nouveau délit. Bientôt les gendarmes, sur l'ordre de M. le président, conduisent Vinet devant M. le juge d'instruction.

Vinet comparaitra devant les assises prochaines. Mais cette fois il attendra en prison, car il a été immédiatement écroué.

CHRONIQUE

PARIS, 14 AVRIL.

La 1^{re} chambre de la Cour d'appel a confirmé un jugement du Tribunal de première instance de Paris, du 8 mars 1851, portant qu'il y a lieu à l'adoption de Jules-Alphonse de Barthélemy par Jean-Baptiste de Barthélemy.

— C'est le 29 de ce mois que Joseph Viou, accusé d'assassinat suivi de vol, comparaitra devant le jury de la Seine.

— Voici la liste des affaires qui seront jugées par la Cour d'assises pendant la seconde quinzaine de ce mois, sous la présidence de M. le conseiller Bresson :

Le 16, Dunan, vol avec fausse clé dans une maison habitée ; Ginesy, vol avec effraction par un serviteur à gages ; veuve Guillard, vol par une domestique ; le 17, fille Coste, idem ; fille Stoubenfol, idem ; Tailler, vol par un homme de service à gages ; le 19, Leneuf, dit de Sourdeval, blessures graves avec préméditation, ayant entraîné une incapacité de travail de plus de vingt jours ; le 22, Davoust, faux en écriture de com merce ; femme Dubois, vol par une femme de service à gages ; fille Lejot, idem ; le 23, Marchal et Michelin, viol commis de complicité ; le 24, Riotte, banqueroute frauduleuse ; Fossard, attentat à la pudeur sur une jeune fille ; le 25, Azéma, idem ; Bellet, vol avec escalade dans une maison habitée ; Schenhent, coups à son père ; Pelissery et femme de Lacombe, délit de presse, écrit intitulé : *Réformes démocratiques* ; le 26, Courtin, empoisonnement sur sa femme ; le 28, Romande, vol avec effraction dans une maison habitée ; Viremaire et Desiles, outrage à la morale publique, journal le *Corsaire*, numéro du 19 mars ; le 29, Viou, assassinat suivi de vol commis par le domestique de M. Desfontaines ; le 30, Huart, extorsion de signature ; Bertrone, faux en écriture de commerce.

— Ce matin, de nombreux détachements de troupes de tous les corps en garnison à Paris se sont rendus à onze heures dans la cour d'honneur de l'Ecole-Militaire pour assister à la lecture et exécution des jugements rendus par les Conseils de guerre de la 1^{re} division contre des militaires condamnés à des peines afflictives et infamantes ou à celles du boulet et des travaux publics.

Parmi ces condamnés se trouvait Voisy, ex-sapeur-pompier de la Ville de Paris, condamné aux travaux forcés à perpétuité pour crime d'assassinat, avec circonstances atténuantes, sur la personne de Jean Chaillon, domestique du docteur Cazeaux ; Cat bonnet a entendu à genoux la lecture de son jugement, sans éprouver aucune émotion apparente.

Plusieurs autres militaires, condamnés au boulet ou aux travaux publics, ont été amenés au centre du carré. La peine prononcée contre eux n'étant qu'afflictive, ils n'ont pas subi la dégradation militaire, mais ils ont entendu la lecture de leur sentence avec le cérémonial prescrit par l'arrêté du 19 vendémiaire an XII.

— Un sieur C., ancien officier, appartenant à une des plus honorables familles de la Belgique, était venu au commencement de l'année dernière fixer sa résidence à Paris, où, pendant quelque temps, il mena une existence brillante. Mais peu à peu ses ressources s'épuisèrent, et, comme à mesure que disparaissait sa fortune, il ne changeait rien à ses habitudes de luxe et de prodigalité, il se trouva bientôt réduit aux expédients.

Dans cette extrémité, le sieur C... ne recula pas devant l'idée d'un crime qui pouvait lui servir à prolonger plus ou moins longtemps son apparence de richesse ; il commença par commettre de nombreuses escroqueries au préjudice des fournisseurs de toute espèce auxquels il avait eu affaire durant sa prospérité, puis, quand cette ressource fut épuisée, il recourut à l'escamote de fausses valeurs pour se procurer des sommes importantes. Mais de nombreuses plaintes adressées au parquet ne tardèrent pas à le signaler, et à la suite d'une enquête qui en démontra le bien fondé, un mandat d'amener fut décerné contre lui.

Avant-hier samedi, un commissaire de police, accompagné d'inspecteurs du service de sûreté, se présentait de grand matin au domicile du sieur C..., et pénétrait dans sa chambre à coucher sans laisser à son domestique le temps de le prévenir.

A la vue du magistrat, le sieur C... qui était encore au lit, ne doutant pas que l'on vint procéder à son arrestation, sauta précipitamment hors de son lit, courut à une petite toilette placée à peu de distance dont il ouvrit un tiroir, et saisissant un rasoir, chercha à se couper la gorge.

Heureusement les inspecteurs qui accompagnaient le commissaire avaient deviné son intention et s'étaient précipités dans la même direction que lui, et lui saisissant le bras à temps, ils lui arrachèrent le rasoir et l'empêchèrent d'accomplir sa funeste résolution.

Une perquisition fut faite alors dans l'appartement, et son résultat fut de faire découvrir un grand nombre de billets à ordre, de lettres de change, de mandats, toutes pièces fausses tirées ou acceptées par des banquiers de Paris, des cardinaux romains et de riches capitalistes.

Ces pièces de conviction saisies, et le procès-verbal du commissaire de police dressé, on se disposait à conduire le sieur C... au dépôt de la préfecture, lorsque tout-à-coup on le vit pâlir et chanceler. On attribua ce malaise à l'émotion naturelle causée par sa mise en arrestation, quand des vomissements réitérés firent craindre une nouvelle tentative de suicide. En effet, le sieur C..., interrogé, déclara que ne voulant pas survivre à son déshonneur, il était parvenu à tromper la vigilance de ses gardiens, et